

**PREFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE  
L'ADMINISTRATION GENERALE

Bureau des Installations  
Classées et de l'Environnement

Marseille, le 11 10 1994

DRIRE  
M<sup>r</sup> Benito  
Jr

Dossier suivi par :

Tél. : 91.57.

M. PASTOR

26.72

AP/BN

n° 94-29/77-1993A

**A R R E T E**

Autorisant la Société MARSEDIS S.A. à exploiter  
des installations classées pour la protection de  
l'environnement dans l'enceinte de son hypermarché  
à MARSEILLE

-----  
LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR  
PREFET DES BOUCHES DU RHONE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux  
Installations Classées pour la protection de  
l'Environnement, modifiée par les lois n° 92-646 et 92-654  
du 13 Juillet 1992,

VU la loi n° 83-630 du 12 Juillet 1983 relative à  
la démocratisation des enquêtes publiques et son décret  
d'application n° 85-453 du 23 Avril 1985,

VU la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977  
modifié,

VU l'arrêté ministériel du 1er Mars 1993 relatif  
aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux  
rejets de toute nature des Installations Classées pour la  
protection de l'Environnement soumises à autorisation,

VU la demande présentée par la Société MARSEDIS  
S.A. en vue d'être autorisée à exploiter des installations  
classées pour la protection de l'environnement dans  
l'enceinte de son hypermarché 57, Boulevard Romain Rolland  
à MARSEILLE (13010),

.../...

VU les plans de l'établissement et des lieux environnants,

VU les dossiers annexés à cette demande et notamment les études d'impact et de dangers,

VU l'arrêté préfectoral n° 93-172/77-1993A du 10 Août 1993 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique en Mairie de MARSEILLE du 20 Septembre au 20 Octobre 1993 inclus,

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 24 Août 1993,

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 15 Septembre 1993,

VU l'avis du Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile (SIRACEDPC) en date du 4 Octobre 1993,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement en date du 28 Octobre 1993,

VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle ce dossier a été soumis et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 6 Novembre 1993,

VU les rapports du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date des 30 Juin 1993 et 8 Décembre 1993,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 26 Janvier 1994,

CONSIDERANT que les nuisances engendrées par l'activité ne sont pas de nature à faire obstacle à la délivrance de l'autorisation,

CONSIDERANT cependant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions particulières en vue de réduire ces nuisances,

.../...

SUR la proposition du Secrétaire Général de la  
Préfecture des Bouches-du-Rhône,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er :**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations exploitées par la Société MARSEDIS S.A. dans l'enceinte de son établissement situé sur le territoire de la commune de MARSEILLE 57, Boulevard Romain Rolland (13010).

ACTIVITE	RUBRIQUE	CLASSEMENT	VOLUME DE L'ACTIVITE
Parc de stationnement	331 bis	A	32.454 m <sup>2</sup>
Dépôt enfoui de liquides inflammables de lère et 2ème catégorie	253	A	390 m <sup>3</sup> dont 300 m <sup>3</sup> de liquides de lère catégorie
Installation de distribution de liquides inflammables	261 bis	A	36 m <sup>3</sup> /h
Atelier de charge d'accumulateurs	3.1°	D	13 kW
Transformateur en exploitation contenant des PCB	355-A	D	1760 litres
Installations de compression et réfrigération	361-A-2°	D	240 kW

**ARTICLE 2 :**

La présente autorisation est subordonnée au respect des prescriptions ci-après définies concernant les conditions d'implantation et de fonctionnement.

**ARTICLE 3 :**

Les installations seront situées et aménagées conformément aux dispositions générales des notices et plans joints à la demande d'autorisation excepté pour les dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Aucune modification ou extension notable ne devra être réalisée sans avoir été préalablement autorisée par le Préfet.

**ARTICLE 4 :**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1 de la loi du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement doit être signalé immédiatement à l'Inspecteur des Installations Classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier quoi que ce soit de l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'Inspecteur des Installations Classées n'a pas donné son accord et s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

**T I T R E I**

**DISPOSITIONS RELATIVES AU PARC DE STATIONNEMENT COUVERT**

**ARTICLE 5 :**

Le parc sera exclusivement affecté au remisage des véhicules alimentés à l'essence ou au gasoil, de poids total en charge inférieure ou égal à 3,5 tonnes.

.../...

**ARTICLE 6 :**

Les éléments de construction du parc, ainsi que leurs revêtements, doivent être réalisés en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu.

**ARTICLE 7 - Façade**

Les garde-corps ou allèges devront avoir une hauteur de 1 mètre, hauteur qui pourra être réduite à 0,80 m si leur largeur au niveau supérieur a plus de 0,50 m.

Les façades doivent satisfaire à la règle suivante :

$$C + D > 1 \text{ mètre.}$$

dans laquelle C, exprimé en mètres, est la caractéristique de classes de panneaux définis par l'essai des façades vitrées ; D représente la distance horizontale entre le plan des vitres (ou le nu intérieur de la baie libre) et le nu de la plus grande saillie de l'obstacle résistant au feu qui sépare les panneaux situés de part et d'autre du plancher.

**ARTICLE 8 - Eléments porteurs ou auto-porteurs**

Les éléments porteurs ou auto-porteurs seront stables au feu de degré une heure. Les planchers séparatifs seront coupe feu de degré une heure et demie.

**ARTICLE 9 - Cloisonnement**

La superficie de chaque niveau sera recoupée en compartiments inférieurs à 6000 m<sup>2</sup>.

Le cloisonnement sera réalisé par des parois coupe-feu de degré une heure. Les ouvertures éventuelles seront munies de dispositifs d'obturation pare-flamme de degré une demi-heure. Ces dispositifs seront à fermeture automatique et manuelle. Le système de fermeture automatique sera placé de part et d'autre du dispositif d'obturation.

## **ARTICLE 10 - Couverture**

La couverture du parc sera stable au feu de degré 1 heure avec un revêtement de catégorie M2.

## **ARTICLE 11 :**

### **1° Escaliers :**

A tous les niveaux, les escaliers devront être disposés de façon que les usagers n'aient pas plus de 40 mètres à parcourir pour atteindre l'un d'eux s'ils ont le choix entre plusieurs escaliers et pas plus de 25 mètres s'il se trouvent dans une partie de l'établissement formant cul de sac.

Ils devront avoir une largeur minimale de 0,80 mètres. Si plusieurs escaliers aboutissent dans une allée de circulation commune réservée aux piétons, la largeur de cette allée devra totaliser un nombre d'unités de passage au moins égal à la somme de celui des divers escaliers ; elle comportera au moins deux issues éloignées l'une de l'autre et disposées de manière à éviter les culs-de-sac. Cette allée sera cloisonnée par des éléments coupe-feu de degré une heure.

Les escaliers seront réalisés en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu et encloisonnés par des éléments coupe-feu de degré une heure. Ils devront être protégés par des portes pare-flammes de degré une demi-heure, à fermeture automatique et s'ouvrant dans le sens de la sortie en venant du parc.

### **2° Ascenseurs :**

Les ascenseurs devront être construits et installés conformément aux spécifications de la norme NF P 82201.

Ils devront être isolés du volume du parc dans les mêmes conditions que les escaliers.

### **3° Issues pour piétons :**

Toutes les issues du parc devront aboutir à l'air libre ou au niveau de référence, dans des zones permettant une évacuation rapide.

## **ARTICLE 12 - Conduits et gaines**

Les conduits et gaines devront être disposés ou construits de telle sorte qu'ils soient protégés des chocs, de la corrosion, de l'incendie.

### **En particulier :**

- les conduits de liquides inflammables devront être placés dans une gaine réalisée en matériaux classés en catégorie M.0 du point de vue de leur réaction au feu et coupe-feu de degré deux heures, le vide étant comblé par des matériaux inertes pulvérulents,

- les conduits de ventilation du parc, quel que soit leur mode de fixation, devront être coupe-feu de degré une demi-heure ainsi que leurs trappes et portes de visite,

- tous les conduits ou gaines susceptibles de mettre en communication le parc et des locaux voisins devront être coupe-feu de degré deux heures au moins.

Les conduits de ventilation du parc seront indépendants par niveau et par compartiment tant pour l'arrivée d'air frais que pour l'évacuation de l'air vicié. Ils pourront être du système collectif dans le cas d'une extraction mécanique, à condition que la hauteur de recouvrement corresponde au moins à la hauteur d'un niveau.

### **Sont interdits dans le volume du parc :**

- les conduits de vapeur à une pression supérieure à 0,5 bar ou d'eau surchauffée à plus de 110°C :

- les conduits de gaz combustibles ou toxiques.

## **ARTICLE 13 - Sols**

Les sols auront une pente suffisante pour que les eaux et tout liquide accidentellement répandu s'écoulent facilement en direction des collecteurs prévus à l'article 32.

Pour éviter l'écoulement de liquides d'un niveau vers un autre le sol sera surélevé de 3 cm à l'intersection des niveaux et des rampes inférieures.

Les allées de circulation des véhicules seront antidérapantes.

Par exception aux dispositions de l'article 6 les matériaux de revêtement des sols pourront être réalisés en matériaux classés au moins en catégorie M.3 du point de vue de leur réaction au feu.

#### **ARTICLE 14 - Circulation des véhicules**

Les rampes et allées de circulation des véhicules devront être libres de tout obstacle sur toute leur largeur et sur une hauteur minimale de 2 mètres.

Sur une distance de 4 mètres en retrait de l'alignement au débouché sur la voirie, la pente de la rampe ne devra pas excéder 5 p.100.

Toute signalisation destinée à faciliter les déplacements des véhicules à l'intérieur du parc devra être conforme à celle imposée par le code de la route.

#### **ARTICLE 15 - Circulation des personnes**

Aucun obstacle (poutre, canalisation, gaine etc.) ne devra se trouver à moins de 2 mètres du sol dans toutes les parties du parc susceptibles d'être parcourues par les piétons.

Les accès aux issues (escaliers, ascenseurs) devront être maintenus dégagés sur une largeur minimale de 0,80 mètre.

Pour faciliter la circulation dans le parc et repérer les issues, des inscriptions visibles en toutes circonstances seront apposées.

Lorsqu'une porte ne donnera pas accès à une voie de circulation, un escalier, une issue elle devra porter, de manière apparente, la mention "sans issue".

#### **ARTICLE 16 - Installations électriques**

Les installations électriques devront être conçues, réalisées de façon à tenir compte des risques potentiels résultant du classement des parcs en locaux très conducteurs et locaux à danger d'incendie. Les équipements situés à moins de 1,50 mètre du sol devront être de 9ème degré de résistance mécanique.

.../...



### ARTICLE 17 - Eclairage

L'éclairage devra être suffisant pour permettre aux personnes de se déplacer et de repérer les issues.

Toutes dispositions devront être prises pour assurer une bonne dégressivité entre la luminance extérieure et celle du parc.

Un éclairage de sécurité, alimenté par une source autonome, devra être installé ; il devra permettre d'assurer un minimum d'éclairage pour repérer les issues en toutes circonstances, effectuer les opérations intéressant la sécurité et faciliter l'intervention des secours. A cet effet, les points lumineux seront placés en partie haute et basse, au plus à 0,50 m du sol ; le long des allées de circulation, près des issues, et dans les escaliers.

### ARTICLE 18 - Alimentation de sécurité

Une alimentation de sécurité, indépendante de l'alimentation normale, devra être installée pour permettre l'alimentation automatique, sous moins de trente secondes, des installations assurant simultanément :

- les circuits de contrôle, d'alerte et d'alarme et tous les dispositifs de sécurité électriques,
- une ventilation assurant au moins 50 p.100 des débits installés,
- le retour des ascenseurs au niveau le plus proche.

Toutefois, lorsque la gaine des ascenseurs forme cheminée d'appel d'air, le retour se fera au niveau de référence.

Les câbles de l'alimentation de sécurité devront être du type non propagateur de la flamme.

La réserve de carburant sera installée en contrebas du groupe électrogène. Elle sera installée sur une cuvette de rétention capable de contenir la totalité de la capacité du réservoir et des canalisations.

.../...

### ARTICLE 19 - Ventilation

La ventilation devra être réalisée de façon à s'opposer efficacement à la stagnation, même locale, de gaz nocifs ou inflammables.

Dans chaque compartiment du parc les valeurs limites de concentration en monoxyde de carbone sont fixées comme suit :

- la teneur en monoxyde de carbone ne devra pas dépasser 100 ppm durant plus de 15 minutes consécutives, une fois par jour et ce en chaque point de détection.

200 ppm. A aucun moment elle ne pourra être supérieure à

- la teneur moyenne, en chaque point de détection, calculée sur toute période de 30 minutes consécutives, ne pourra être supérieure à 50 ppm une fois par jour,

- la teneur moyenne sur 24 heures et sur l'ensemble des points, ne pourra être supérieure à 10 ppm.

L'exploitant devra prévoir les mesures à appliquer en cas de dépassement accidentel de ces teneurs.

Des commandes manuelles prioritaires permettant l'arrêt et la remise en marche devront être prévues.

Leurs emplacements seront déterminés en fonction de la superficie des parcs et de leur géométrie, en liaison avec les services de lutte contre l'incendie.

La mesure de la teneur en monoxyde de carbone devra être effectuée en continu par une installation comportant des appareils fixes automatiques ; cette installation devra permettre en outre :

- l'asservissement de la ventilation,
- la mise en action de la signalisation d'urgence.

.../...

## **ARTICLE 20 - Incendie**

### **1° Prévention :**

A l'intérieur du parc il est interdit :

- de constituer des dépôts de matières combustibles ou de produits inflammables,
- d'ajouter du carburant dans les réservoirs des véhicules,
- de fumer ou d'apporter des feux nus.

### **2° Moyens d'alerte et d'alarme :**

Ils doivent être constitués par :

- un système de détection automatique d'incendie, raccordé à un poste de gardiennage,
- une liaison téléphonique urbaine pour appeler le service de secours incendie le plus proche,
- un système permettant de donner l'alarme.

### **3° Moyens de lutte :**

- des extincteurs portatifs répartis à raison d'un appareil pour quinze véhicules. Ces extincteurs seront soit alternativement des types 13 A OU 21 B, soit polyvalents du type 13 A - 21,
- une caisse de 100 litres de sable meuble, munie d'une pelle, pour chaque niveau, placée à proximité de la rampe.

## **ARTICLE 21 - Pollution de l'air**

L'air provenant de la ventilation du parc et, s'il y a lieu, les gaz d'échappement du groupe électrogène de secours devront être évacués dans une zone bien ventilée et éloignée des ouvertures (portes, fenêtres, prises d'air, etc.) de tout local habité ou occupé ; si l'évacuation se fait au-dessus d'un bâtiment, le niveau de l'exutoire devra dépasser de plus de 1,20 m le niveau le plus haut du toit.

Il est interdit de prélever de l'air dans le parc pour ventiler d'autres locaux. Les locaux d'exploitation seront situés à l'extérieur du parc.

#### **ARTICLE 22 - Entretien - Vérification**

1° Les ventilateurs, conduits et tous appareils ou circuits intéressant la ventilation seront régulièrement surveillés et entretenus par un personnel compétent. Ils seront en outre contrôlés et vérifiés au moins une fois par an. Les appareils de contrôle automatique de la teneur en monoxyde de carbone devront être vérifiés et étalonnés périodiquement.

2° Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu seront régulièrement inspectés et au moins une fois par an par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement seront faits deux fois par an.

#### **ARTICLE 23 - Registre d'exploitation**

Un registre d'exploitation, tenu à jour, devra être maintenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Sur ce registre seront notamment inscrits :

- le nom du responsable du parc,
- les consignes de sécurité,
- les essais de fonctionnement et les vérifications prévus à l'article 21,
- les incidents concernant la ventilation, l'utilisation des signaux sonores et d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

.../...

## T I T R E II

### DISPOSITIONS RELATIVES A LA STATION SERVICE

#### ARTICLE 24 - Appareils de distribution

24.1 L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables doit être en matériaux de catégorie M0 ou M1.

Les parties intérieures de la carrosserie de l'appareil de distribution devront être ventilées de manière à ne permettre aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués.

24.2 La partie de l'appareil de distribution où peuvent être implantés des matériels électriques ou électroniques doit être séparée de la partie où interviennent des liquides inflammables par une cloison étanche aux vapeurs ou tout système équivalent.

24.3 Les appareils de distribution doivent être ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, et installés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

24.4 Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation sera équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

24.5 Le débit réel des pompes alimentant les appareils de distribution en libre-service sans surveillance sera limité à 40 l/mn de liquides inflammables de la catégorie de référence ou l'équivalent pour les autres catégories. Le débit de la pompe sera interrompu automatiquement au bout de 3 minutes à partir du début de livraison du liquide.

24.6 Le flexible de distribution ou de remplissage doit être conforme à la norme NF T 47-255. Il sera entretenu en bon état de fonctionnement et remplacé au plus tard six ans après sa date de fabrication.

.../...

24.7 Les flexibles seront équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution.

24.8 Le robinet de distribution sera muni d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein.

#### **ARTICLE 25 - Réservoirs et canalisations**

Les réservoirs de liquides inflammables associés aux appareils de distribution seront installés et exploités conformément aux dispositions de l'instruction du 17 Avril 1975 relative aux réservoirs enterrés ou tout règlement ultérieur qui s'y substituerait.

Les tuyauteries pourront être soit métalliques, soit en matière plastiques renforcées compatibles avec les produits intervenant et présentant des garanties au moins équivalentes. Dans ce dernier cas, toutes dispositions seront prises afin d'assurer des liaisons équipotentielles et éliminer l'électricité statique.

Les canalisations seront implantées dans des tranchées dont le fond constituera un support suffisant.

Toutes dispositions devront être prises afin que les émissions de vapeurs d'hydrocarbures résultant de la respiration des réservoirs de stockage n'incommodent pas le voisinage et ne nuisent pas à la santé et à la sécurité publique.

#### **ARTICLE 26 - Distances d'éloignement**

Les distances minimales d'éloignement suivantes mesurées horizontalement à partir des parois d'appareils de distribution, doivent être observées :

- 15 mètres des issues d'un établissement recevant du public,

- 10 mètres d'un immeuble habité ou occupé par des tiers extérieur à l'établissement, ou d'une installation extérieure à l'établissement présentant des risques d'incendie ou d'explosion,

.../...

- 5 mètres des issues et ouvertures de la boutique, des locaux administratifs ou techniques de l'installation,

- 5 mètres des limites de la voie publique et des limites de l'établissement.

Dans tous les cas, une distance minimale d'éloignement de 4 mètres mesurée horizontalement, devra être observée entre l'évent d'un réservoir d'hydrocarbures et les parois d'appareils de distribution.

Les bouteilles de gaz combustibles liquéfiés seront placées à une distance minimale de 5 mètres des appareils de distribution de liquides inflammables et des réservoirs de liquides inflammables.

#### **ARTICLE 27 - Prescriptions incendie**

27.1 La station service sera dotée au minimum des moyens de lutte suivants :

- pour chaque îlot de distribution et pour chaque local technique = 1 extincteur homologué 233 B,

- pour l'aire de distribution : 1 bac de 100 litres d'agent fixant ou neutralisant incombustible avec pelle et couvercle, une couverture spéciale anti-feu,

- à proximité des bouches d'emplissage des réservoirs 1 bac de 100 litres d'agent fixant ou neutralisant incombustible avec pelle et couvercle,

- pour le tableau électrique : 1 extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes).

27.2 Les prescriptions que doit observer l'utilisateur seront affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes et ce au niveau de chaque appareil de distribution. Elles concerneront notamment l'interdiction de fumer et d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.

Le préposé à l'exploitation doit pouvoir à tout instant rappeler aux usagers les consignes de sécurité et la conduite à tenir en cas de danger ou d'incident au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs haut-parleurs.

Chaque îlot sera doté d'un système commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore.

27.3 Des installations fixes de transfert de liquides inflammables, ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons devra présenter une résistance inférieure à 10 ohms.

- L'installation électrique comportera un dispositif de coupure générale, permettant d'interrompre en cas de fausse manoeuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution du carburant.

La commande de ce dispositif sera placée en un endroit facilement accessible à tout moment au préposé responsable de l'exploitation de l'installation.

#### **ARTICLE 28 - Prévention de la pollution des eaux**

- L'aire de distribution est constituée par la partie accessible à la circulation des véhicules du rectangle englobant les zones situées à moins de 3 mètres de la paroi des appareils de distribution.

- L'aire de distribution ou de remplissage de liquides inflammables doit être étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Des produits absorbants appropriés seront stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en oeuvre (pelle...).

Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au décanteur-séparateur seront situés à une distance minimale de 5 mètres de la paroi des appareils de distribution.

.../...



### T I T R E   I I I

#### **DISPOSITIONS RELATIVES A L'ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEURS**

##### **ARTICLE 29 :**

L'atelier sera construit en matériaux incombustibles, couvert d'une toiture légère et non surmonté d'étage. Il ne commandera aucun dégagement. La porte d'accès s'ouvrira en dehors et sera normalement fermée.

L'atelier sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local.

La ventilation se fera de façon que le voisinage ne soit pas gêné ou incommodé par les émanations.

L'atelier ne devra avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles ou d'y effectuer l'empâtage des plaques.

Le sol de l'atelier sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

Le chauffage du local ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau) la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C.

Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrée avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

.../...

#### T I T R E IV

##### DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRANSFORMATEURS

###### ARTICLE 30 :

Tout appareil contenant des P.C.B. ou P.C.T. devra être signalé par étiquetage tel que défini par l'article 8 de l'arrêté du 8 Juillet 1975.

Une vérification périodique visuelle tous les trois ans de l'étanchéité et des mesures de prévention incendie sera effectuée par l'exploitant sur les appareils et dispositifs de rétention.

Les matériels électriques contenant du P.C.B. ou P.C.T. devront être conformes aux normes en vigueur au moment de leur installation. Les dispositifs de protection individuelle devront aussi être tels qu'aucun réenclenchement automatique ne soit possible. Les consignes devront être données pour éviter tout réenclenchement manuel avant analyse du défaut de ce matériel.

En cas de travaux d'entretien courants ou de réparation sur place, l'exploitant devra éviter :

- les écoulements de P.C.B ou P.C.T (débordements, rupture de flexible),
- une surchauffe du matériel et du diélectrique,
- le contact du P.C.B ou P.C.T. avec une flamme.

#### T I T R E V

##### DISPOSITIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE REFRIGERATION

###### ARTICLE 31 :

Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés seront disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au-dehors sans qu'il en résulte d'incommodité pour le voisinage.

.../...

La ventilation sera assurée par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz.

Les locaux seront munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

L'établissement sera muni de masques de secours efficaces en nombre suffisant, maintenus toujours en bon état et dans un endroit d'accès facile. Le personnel sera entraîné et familiarisé avec l'emploi et le port de ces masques.

## T I T R E VI

### DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 32 - Pollution des eaux

Les aires de stationnement et de distribution des carburants devront être pourvus de dispositifs de séparation décantation permettant d'éviter en toutes circonstances l'entraînement de liquides inflammables .

Des regards facilement accessibles seront disposés avant le raccordement au réseau.

Les rejets présenteront une concentration en hydrocarbures inférieure à 20 milligrammes par litre (norme NFT 90-203).

Les collecteurs d'eaux de ruissellement seront dimensionnés de façon à assurer en toutes circonstances une évacuation totale.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir,

- 50 p. 100 de la capacité globale des réservoirs.

.../...

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

### **ARTICLE 33 - Prévention contre le bruit**

33.1 Les ateliers seront aménagés et exploités de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

33.2 Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 modifié, relatif au bruit aérien émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

33.3 Les véhicules et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 Avril 1969).

33.4 L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs sonores, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'accidents ou d'incidents graves.

Les niveaux acoustiques en limite de la propriété de l'exploitant doivent rester inférieurs aux valeurs suivantes :

- de nuit	:	45 dB (A)
- en période intermédiaire	:	50 dB (A)
- de jour	:	55 dB (A).

En outre, les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à 5dB (A) pour les périodes de jour et de nuit, y compris les dimanches et jours fériés.

33.5 L'Inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne dont le choix sera soumis à son approbation.

Les frais de ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

.../...

#### **ARTICLE 34 - Installations électriques**

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (J.O. du 30 Avril 1980).

Les autres installations seront réalisées avec du matériel normalisé conformément aux règles de l'art.

Les installations seront contrôlées chaque année par un organisme agréé indépendant.

Les rapports de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### **ARTICLE 35 - Protection contre la foudre**

La station service et le dépôt de liquides inflammables associé seront protégés contre la foudre par un dispositif conforme à la norme française C 17-100.

Les études préalables à l'implantation et les vérifications du dispositif seront effectuées conformément à l'arrêté ministériel du 28 Janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.

#### **ARTICLE 36 - Déchets**

L'exploitant devra privilégier les filières de recyclage ou de réutilisation des déchets. Sinon, ils seront éliminés dans des installations autorisées au titre de la loi du 19 Juillet 1976.

Les déchets souillés par les PCB seront éliminés dans une installation spécialisée agréée à cet effet.

.../...

**ARTICLE 37 - Moyens de secours - Prévention incendie**

**37.1 Prévention incendie :**

Les dispositions préventives en matière d'incendie devront être approuvées par la Division Prévention du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille.

**37.2 Accès pompiers :**

Afin de permettre en cas d'incendie l'intervention des secours, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre sera maintenue dégagée pour la circulation.

Cette voie devra permettre l'accès aux engins-pompes des sapeurs pompiers et si elle est en cul de sac, les demi-tours et croisement de ceux-ci.

A partir de cette voie les sapeurs pompiers devront pouvoir accéder à toutes les installations et aux poteaux incendie par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.

**37.3 - Consignes de sécurité :**

Des consignes écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation du personnel et du public et l'appel aux moyens de secours extérieurs.

Les consignes de sécurité devront être affichées et connues des personnels.

**ARTICLE 38 - Chaufferie**

La chaufferie sera aménagée et exploitée conformément à l'arrêté ministériel du 20 Juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie (J.O. du 31 Juillet 1975).

.../...

**ARTICLE 39 :**

L'exploitant devra en outre, se conformer aux dispositions :

a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,

b) du décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,

c) du décret du 14 Novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

**ARTICLE 40 :**

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

**ARTICLE 41 :**

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 19 Juillet 1976.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

.../...

**ARTICLE 42 :**

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 Juillet 1976.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

**ARTICLE 43 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 44 :**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Maire de MARSEILLE,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi, et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

.../...



- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Commandant du Bataillon des Marins Pompiers de MARSEILLE,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

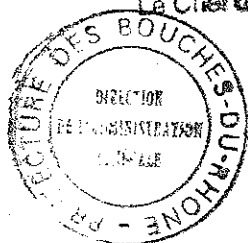
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977.

MARSEILLE, le 11 MARS 1994

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général de la Préfecture  
des Bouches-du-Rhône

Pierre BAYLE

POUR COPIE CONFORME  
Le Chef de Bureau,



A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'C. Delanoix'.

Christine DELANOIX